

Volatilité de l'aide au développement : de mal en pis?

Préparé par Aleš Bulíř et A. Javier Hamann¹

Fonds monétaire international

Février 2005

Synthèse

Pendant longtemps, l'impact favorable de l'aide extérieure a été atténué par l'irrégularité des flux d'aide. Malheureusement, les diverses initiatives enclenchées depuis la fin des années 1990 dans le but i) de renforcer la coordination des pratiques des bailleurs de fonds; ii) d'améliorer les programmes d'aide financière; iii) de dresser de meilleurs bilans d'exécution des politiques ne semblent pas avoir donné les résultats escomptés : d'après les données sur les flux d'aide, il n'y a pas eu, au cours des cinq dernières années, de refonte en profondeur de la façon dont les fonds sont versés. Il semble que les principales causes de la volatilité et de l'imprévisibilité de l'aide ont été négligées, ce qui augure mal pour la réussite des nouvelles initiatives et facilités de crédit qui ont été proposées.

JEL Numéros de classification : F35, O19

Mots-clés : aide extérieure, aide publique au développement, volatilité, prévisibilité

Adresse électronique des auteurs : abulir@imf.org, ahamann@imf.org

¹ A. Bulíř est avec le Département de l'élaboration et de l'examen des politiques et A. Hamann, avec le Bureau indépendant d'évaluation. Nous remercions Tina Daseking, Mark Plant et Boriana Yontcheva de leurs commentaires. La présente étude ne peut être citée comme étant représentative de l'opinion du FMI. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les avis ou la politique du FMI. Ce document a été préparé pour le Séminaire sur l'aide extérieure et la gestion macroéconomique, qui se déroulera à Maputo, les 14 et 15 mars, sous les auspices de l'Institut du FMI et du Département Afrique.

Table des matières

I. Introduction	3
II. Volatilité et prévisibilité de l'aide : quelle est la nature exacte du problème?.....	4
III. Questions statistiques.....	6
A. Ensemble de données	6
B. Unité commune utilisée pour exprimer l'aide et les recettes budgétaires.....	6
IV. Mesure de la variabilité relative de l'aide et du revenu.....	7
A. Méthodologie	7
B. Résultats	7
V. Conclusions et répercussions sur les politiques	17
Références.....	20
Appendice	
Questions méthodologiques	22
Tableaux	
1. L'aide est plus volatile que le revenu et est procyclique	9
2. Durant la période 2000-2003, l'aide n'avait jamais été aussi volatile.....	10
3. Ajustements de l'aide par suite d'un choc de revenu	15
4. L'aide est un mécanisme d'assurance inefficace contre les diminutions du PIB, 1975-2003	15
5. Coïncidence des chocs de revenu négatifs et des perturbations négatives de l'aide, 1975-2003	17
Graphiques	
1. Volatilité relative de l'aide et du revenu dans certains pays, Φ , 1975-2003	12
2. Les engagements ne garantissent pas que l'aide sera décaissée, 1975-2001	13
Tableau de l'appendice	
A1. Liste des pays et périodes.....	23

I. INTRODUCTION

L'impact favorable de l'aide extérieure a été annulé par le manque de constance des flux d'aide, qui a rendu encore plus volatil le contexte macroéconomique des pays à faible revenu. Les bailleurs de fonds et les institutions financières internationales (IFI) ont commencé à s'intéresser à la question. Toutefois, les changements récemment observés du côté du comportement des bailleurs de fonds et des programmes ne semblent pas vraiment avoir influé sur le versement de l'aide : elle demeure volatile et imprévisible et continue de suivre les mouvements cycliques. Il semble que les principales causes de la volatilité et de l'imprévisibilité n'ont pas été prises en compte, ce qui augure mal pour la réussite des nouvelles initiatives et facilités de crédit proposées par les pays du G-7. Des décaissements prévisibles et le respect des conditions des programmes par les bénéficiaires se traduiraient par des avantages économiques tangibles.

Si la volatilité et l'imprévisibilité de l'aide ne constituent pas un phénomène nouveau — on a reconnu qu'il s'agissait d'un problème persistant de gestion macroéconomique dans les pays à faible revenu —, les universitaires, ainsi que les donateurs bilatéraux et les IFI s'y intéressent davantage. Nancy Birdsall (2004) a attiré l'attention sur le problème en qualifiant les «transferts chiches et incertains» de sixième péché des bailleurs de fonds. Dans une étude de l'OCDE (2003), «le manque de coordination entre les pratiques des donateurs» et «les retards dans les décaissements» comptaient parmi les cinq pratiques les plus contraignantes des bailleurs de fonds. En octobre 2004, le Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale a demandé qu'une aide financière prévisible soit versée en temps opportun aux pays qui s'en tiennent à des politiques judicieuses (FMI, 2004). Le Royaume-Uni a proposé un mécanisme de financement international (International Finance Facility – IFF) afin d'accroître les flux d'aide en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, affirmant que l'IFF constituait le premier apport d'aide prévisible et stable permettant d'atteindre une masse critique (DFID, 2003). De façon générale, la communauté financière internationale a reconnu que les pays à faible revenu sont aux prises avec un problème de volatilité macroéconomique et a lancé un appel en faveur de la création de nouveaux mécanismes qui les rendraient moins vulnérables aux perturbations.

Cependant, on reste sous l'impression qu'on ne s'attaque pas de façon systématique aux problèmes des pays à faible revenu (Lockhart, 2005). L'objectif implicite du lissage de la consommation, qui, s'il était réalisé, pourrait accroître considérablement le bien-être de la population de ces pays, doit être mieux intégré à l'analyse. À cette fin, les bailleurs de fonds et les IFI devront reconnaître davantage l'ampleur du problème et s'engager à faire de la réduction de la volatilité un objectif explicite de l'aide au développement. Pour les IFI, l'enjeu consiste à améliorer les programmes, tout particulièrement dans le domaine de la planification des mesures d'urgence. Pour les donateurs bilatéraux, cela suppose que l'aide ne contribue pas à la volatilité macroéconomique et peut, en partie, servir explicitement à neutraliser les sources de volatilité. Quant aux pays bénéficiaires de l'aide, ils doivent s'engager à faire preuve d'une plus grande rigueur dans la mise en œuvre de leurs politiques.

Le présent document est structuré comme suit. Premièrement, nous exposerons le problème. Deuxièmement, nous décrirons les données. Troisièmement, nous analyserons trois interprétations de la volatilité de l'aide : la volatilité par rapport aux recettes budgétaires; l'imprévisibilité des décaissements par rapport aux engagements; le fait que l'aide n'atténue pas les fluctuations du revenu global. Enfin, nous présenterons les répercussions sur les politiques.

II. VOLATILITÉ ET PRÉVISIBILITÉ DE L'AIDE : QUELLE EST LA NATURE EXACTE DU PROBLÈME?

La volatilité de l'aide n'a pas été abordée dans la plupart des études antérieures. Jusqu'à la fin des années 1990, les économistes ont généralement analysé les engagements et les décaissements d'aide durant de longues périodes². Les études subséquentes ont démontré que l'aide était beaucoup plus volatile que les autres variables macroéconomiques telles que le PIB et les recettes budgétaires (Pallage et Robe, 2001; Bulíř et Hamann, 2003). De plus, on a constaté que l'aide était quelque peu procyclique, en cela qu'elle était généralement versée lorsque la production ou le revenu intérieur étaient élevés. Il appert que la volatilité de l'aide est très lourde de conséquences pour la croissance et la consommation globales, son impact équivalant à peu près à celui de la Crise de 1929 (Lensink et Morrissey, 2000; Pallage et Robe, 2003; Arellano et coll., à paraître). La stabilité de la consommation globale associée à des décaissements constants et prévisibles peut procurer des avantages énormes. En d'autres termes, les bienfaits de l'aide risquent d'être amoindris si elle est incertaine ou procyclique.

L'expérience montre qu'il n'est pas facile de combler ces lacunes, car les modalités du versement de l'aide semblent être indissociables des procédures budgétaires des bailleurs de fonds. Premièrement, la volatilité de l'aide est révélatrice de problèmes fondamentaux liés à l'approbation et à l'administration de leur budget³. Dans les pays donateurs, l'exécution du programme d'aide au développement ne relève pas de l'organe chargé de l'approbation des crédits (Parlement), ni de celui qui est responsable de la budgétisation et des décaissements (Ministère des finances). Si l'ampleur de cette séparation des fonctions varie selon le pays, elle semble être généralisée. La conditionnalité constitue une deuxième source de volatilité : non seulement les donateurs bilatéraux imposent des conditions aux bénéficiaires de l'aide, mais ils exigent souvent comme imprimatur la réussite d'un programme bénéficiant de l'appui du FMI. Cette question a deux facettes. Pour le pays bénéficiaire, le respect de la

² Les économistes en développement ne sont pas les seuls à avoir négligé la volatilité, car seuls Ramey et Ramey (1995) ont démontré l'existence d'une relation entre la volatilité et la croissance.

³ L'exemple des États-Unis est révélateur de l'imprévisibilité des bailleurs de fonds dans l'établissement du budget de l'aide au développement : l'administration américaine avait annoncé qu'elle allait demander 1,7 milliard de dollars EU au Congrès en 2004, mais a fini par lui réclamer 1,3 milliard. Or, le montant approuvé par le Congrès n'était que de 1 milliard de dollars; voir New York Times (2005).

conditionnalité est important non seulement en raison des bienfaits des politiques exigées, mais également parce que cela permet de réduire la volatilité des flux d'aide (Bulíř et Lane, 2004). En revanche, pour le bailleur de fonds, il y a manifestement une tension entre la nécessité de s'assurer que des politiques judicieuses sont mises en œuvre et l'impact négatif de l'interruption des décaissements.

L'imprévisibilité de l'aide peut être interprétée de différentes façons. Premièrement, on peut comparer les propriétés statistiques de l'aide avec celles d'autres variables macroéconomiques pertinentes. Les résultats doivent être pris en compte dans le cadre de l'élaboration des politiques budgétaires intertemporelles. Deuxièmement, on a soutenu que la volatilité annuelle de l'aide n'importe pas dans la mesure où le montant promis a été versé. Pour le bailleur de fonds, il s'agit de déterminer comment combler le fossé qui sépare les engagements et les décaissements, et, pour le bénéficiaire, comment élaborer la politique budgétaire en fonction de cet écart. Troisièmement, dans la mesure où l'aide est une importante source de revenu dans de nombreux pays — elle représente souvent au moins 20 % du revenu national brut —, le fait que les augmentations de l'aide coïncident avec les chocs de revenu positifs (aide procyclique) ou atténuent les chocs de revenu négatifs (aide contracyclique) a son importance.

Dans le présent document, nous avons dans une large mesure suivi la méthodologie de Bulíř et Hamann (2003); nous avons toutefois prolongé la série jusqu'en 2003 et apporté certaines modifications. Ainsi, nous avons constaté que la volatilité de l'aide était un multiple de celle des recettes budgétaires intérieures. De plus, nous disposons de peu de données prouvant que la volatilité de l'aide a récemment diminué, par exemple dans le cadre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) et de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), qui ont été mises de l'avant par les bailleurs de fonds à la fin des années 1990. Comme auparavant, les engagements ne garantissaient pas que les fonds allaient être décaissés, tout particulièrement pour les pays les plus pauvres de l'échantillon. En ce qui a trait aux perturbations macroéconomiques, l'aide n'a pas annulé les diminutions du PIB. Par exemple, durant la période 1975–2003, les pays qui ont été confrontés à des chocs équivalant à une diminution du PIB de 5 % ou plus pouvaient escompter une aide supplémentaire dans environ le cinquième des cas seulement.

Dans le présent document, nous n'avons pas déterminé directement dans quelle mesure les récentes initiatives ont réussi à améliorer les pratiques des bailleurs de fonds, l'évaluation de la pauvreté, les programmes, etc. Cependant, nous nous sommes interrogés à savoir si elles avaient eu un impact significatif sur le versement de l'aide. Nous entendons par là qu'il est très probable que les principales causes du problème de la volatilité et de l'imprévisibilité de l'aide ont été négligées, ce qui peut compromettre la réussite des nouvelles initiatives et facilités de crédit qui visent à rendre les pays à faible revenu moins vulnérables aux chocs extérieurs.

III. QUESTIONS STATISTIQUES

Dans la présente section, nous passerons en revue les données et résumerons les problèmes de mesure. Par rapport à l'échantillon de Bulíř et Hamann (2003), nous avons ajouté des pays et comblé les lacunes dans la couverture des recettes budgétaires intérieures.

A. Ensemble de données

Notre base de données couvre 76 pays de 1975 à 2003. Les données sur l'aide (décaissements et engagements) sont tirées des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale, qui sont établis à partir des données de l'Aide publique au développement de l'OCDE. Les données budgétaires utilisées dans le présent document – les recettes intérieures totales en monnaie nationale — ont été extraites de la base International Financial Statistics (IFS) du FMI, ainsi que de ses bases de données régionales, par exemple la base de données WETA sur l'Afrique subsaharienne. Les autres séries, soit le PIB nominal exprimé en monnaie nationale et en parité des pouvoirs d'achat (PPA), les taux de change du marché et PPA par rapport au dollar EU, et la population, sont tirées des Perspectives de l'économie mondiale du FMI. La base de données renferme également 29 observations annuelles pour 50 pays et 24 observations annuelles pour 18 pays d'Afrique subsaharienne, dont les premières séries du revenu remontent à 1980 (tableau A1). Les huit autres pays sont des anciens États communistes qui ont commencé à recevoir de l'aide au début des années 1990 et dont les séries couvrent les 9 à 12 dernières années.

B. Unité commune utilisée pour exprimer l'aide et les recettes budgétaires

Le choix d'une unité commune a une incidence sur les mesures statistiques de la volatilité relative. En général, l'aide est libellée en dollars EU et les recettes intérieures, en monnaie nationale. Pour effectuer des comparaisons, il faut d'abord exprimer les deux variables dans une même monnaie; par conséquent, le taux de change influence les mesures statistiques de la volatilité relative. L'impact de la volatilité du taux de change peut être très important : en moyenne, le coefficient de variation du taux de change est de 30 à 40 fois plus grand que celui des recettes.

Afin d'évaluer l'impact de la volatilité du taux de change, nous avons utilisé trois unités communes. Ainsi, nous avons exprimé l'aide et le revenu en pourcentage du PIB nominal, en dollars EU constants par habitant et en pourcentage du PIB parité des pouvoirs d'achat (PPA). Il est sans doute préférable de les exprimer en dollars EU par habitant si elles doivent servir à acheter des biens échangeables, dont le prix a tendance à être fixé en devise américaine (Bulíř et Lane, 2004). En réalité, une bonne part de l'aide est consacrée à l'achat de biens non échangeables. De façon générale, si l'on vise à mesurer l'impact macroéconomique de l'aide, le ratio aide-PIB doit tenir lieu d'unité commune. L'utilisation du PIB PPA et du taux de change PPA, par opposition au PIB nominal et au taux de change du marché devrait, en principe, réduire la volatilité du taux de change inhérente aux deux calculs précédents.

IV. MESURE DE LA VARIABILITÉ RELATIVE DE L'AIDE ET DU REVENU

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, le présent document vise à étudier les données sur la volatilité et la prévisibilité de l'aide qui ont été recueillies depuis notre étude précédente. Les années 1999 et 2000 constituent un point de rupture naturel pour l'analyse, car les documents de stratégie de réduction de la pauvreté étaient censés remédier en partie à l'inefficacité de l'attribution de l'aide, par exemple le manque de coordination des pratiques des bailleurs de fonds ou le manque d'internalisation des programmes par les pays bénéficiaires. Nous tenterons de répondre à trois questions. Premièrement, l'aide demeure-t-elle, dans une large mesure, plus volatile que le revenu intérieur? Deuxièmement, est-elle plus prévisible qu'auparavant? En d'autres termes, les décaissements correspondent-ils davantage aux engagements des bailleurs de fonds? Troisièmement, les flux d'aide sont-ils liés aux perturbations macroéconomiques dans les pays bénéficiaires?

A. Méthodologie

Nous avons suivi à la lettre les méthodes utilisées dans Bulíř et Hamann (2003). Après avoir téléchargé les données brutes (l'aide en dollars EU et le revenu en monnaie nationale) et exprimé les deux séries en unités communes (en pourcentage du PIB nominal, en pourcentage du PIB PPA et en dollars EU constants par habitant), nous avons utilisé le logarithme naturel afin que les deux variables soient sur la même échelle. Nous avons ensuite supprimé la tendance temporelle des séries de l'aide et du revenu et calculé la variance de chacune, θ^A et θ^R , respectivement. La mesure de la volatilité relative est définie comme étant le ratio moyen de ces variances, $\Phi = \theta^A / \theta^R$. Nous avons plus précisément i) calculé Φ pour chaque pays; ii) soumis à un test de signification (test F) les moyennes et les médianes de l'échantillon; iii) calculé le coefficient de corrélation de l'aide et du revenu sans la tendance temporelle, qui revient à vérifier si l'aide est procyclique, le revenu étant une variable fortement procyclique; iv) afin de vérifier la robustesse des résultats, classé les pays en trois sous-groupes selon leur degré de dépendance envers l'aide, et comparé les résultats de l'échantillon complet avec ceux des sous-échantillons.

B. Résultats

En utilisant un plus grand échantillon de données sur l'aide et le revenu et une méthodologie statistique qui met l'accent sur leur volatilité pure, nous avons tiré des conclusions comparables à celles de Bulíř et Hamann (2003). Ainsi, les initiatives récentes n'ont pas eu un impact positif sur la volatilité relative de l'aide⁴. L'aide i) a fluctué beaucoup plus que le revenu intérieur et sa volatilité s'est accrue dernièrement; ii) est demeurée imprévisible; iii) n'a pas atténué les perturbations du PIB.

⁴ Nous nous efforçons d'ajouter que la présente étude ne présente pas un modèle hypothétique du comportement des bailleurs de fonds en l'absence du DSRP et de la FRPC. On pourrait soutenir que, si ces initiatives n'avaient pas été réalisées, l'aide serait plus volatile. Cela dit, les données dont nous disposons nous permettent d'en douter.

Volatilité de l'aide

Nous avons constaté que, premièrement, l'aide fluctue beaucoup plus que le revenu, et deuxièmement, la volatilité relative de l'aide a augmenté à la fin des années 1990 et est demeurée élevée au début des années 2000 (tableau 1). Ces résultats sont statistiquement significatifs.

La volatilité moyenne de l'aide (Φ) est d'environ 40 fois et 20 fois plus grande que celle du revenu lorsqu'elle est exprimée en pourcentage du PIB et en dollars EU constants par habitant, respectivement. En employant les médianes, qui sont sans doute plus utiles en présence de valeurs aberrantes élevées, nous sommes arrivés à des estimations de la volatilité relative de 23 et de 6, respectivement. De plus, c'est dans les sous-échantillons extrêmes — les pays les plus dépendants de l'aide et ceux qui en dépendent le moins, qui sont définis par un ratio aide-revenu de moins de 25 % et de plus de 50 %, respectivement — que la volatilité relative de l'aide est à son plus haut. Les résultats varient quelque peu lorsque les médianes sont utilisées : Φ semble diminuer lorsque le ratio aide-revenu augmente. L'aide est rarement moins volatile que le revenu : nous avons constaté un tel état de choses une fois dans la série de la volatilité exprimée en pourcentage du PIB et à trois reprises dans la série en dollars EU par habitant.

L'aide est généralement procyclique — la moyenne des coefficients de corrélation entre l'aide et le revenu des différents pays est positive et statistiquement significative. La procyclicité est en partie attribuable à la conditionnalité, en cela que lorsque le pays s'écarte des objectifs, les flux d'aide diminuent.

Le lancement du DSRP en 1999 et les efforts déployés dans la foulée de cette initiative en vue de renforcer l'internalisation des programmes, d'améliorer ces derniers et de mieux coordonner les pratiques des bailleurs de fonds ne semblent pas avoir influé sur la volatilité relative de l'aide, celle-ci ayant fluctué davantage à la fin des années 1990 et dans les années 2000 que dans les années 1970 et 1980. Il est possible de le démontrer de deux façons (tableau 2). Premièrement, la volatilité moyenne de l'aide (Φ) est plus grande dans l'échantillon complet (1975–2003) que dans un sous-échantillon qui exclut les cinq dernières années (1975–1999). Ce résultat est robuste avec chacune des trois unités employées pour exprimer l'aide et le revenu dans le présent document, ainsi qu'avec chaque moyenne et médiane. Deuxièmement, la comparaison de la période 2000–2003 (après le lancement du DSRP) et de la période 1995–1998 (avant le lancement du DSRP)⁵ révèle que la volatilité relative de l'aide a augmenté lorsqu'elle est mesurée à l'aide des moyennes et a approximativement doublé lorsqu'elle est mesurée par les médianes⁶. De plus, la volatilité moyenne de l'aide est beaucoup plus grande dans ces deux sous-échantillons que dans l'échantillon complet. Voilà qui soulève une question intéressante : quand la volatilité de l'aide s'est-elle accrue?

⁵ Nous avons considéré 1999 comme une période intermédiaire.

⁶ La volatilité relative a nettement augmenté dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, par exemple l'Ouganda, la Tanzanie et le Rwanda.

Tableau 1. L'aide est plus volatile que le revenu et est procyclique 1/
(volatilité relative de l'aide et du revenu (Φ), coefficient de corrélation et ratio aide-revenu)

	Échantillon complet	Sous-échantillon 1 ($A/R < 25\%$)	Sous-échantillon 2 ($25\% < A/R < 50\%$)	Sous-échantillon 3 ($A/R > 50\%$)
Variables exprimées en pourcentage du PIB				
Moyenne	43,2 ***	65,8 ***	22,8 ***	87,8 ***
Médiane	12,5 **	22,6 ***	11,1 **	9,6 **
Indicateurs de fréquence				
Taille de l'échantillon	76	15	47	14
Nombre de pays où $\Phi > 1$	75	15	46	14
Nombre de pays où $\Phi < 1$	1	0	1	0
Procyclicité de l'aide 2/	0,15 ***	0,07	0,20 ***	0,04
Nombre de pays où corr > 0	51	9	35	7
Ratio aide-revenu (<i>en pourcentage</i>)	36,8	17,6	36,1	59,7
Variables exprimées en dollars EU constant par habitant				
Moyenne	17,9 ***	33,5 ***	10,7 ***	24,6 ***
Médiane	6,0 *	6,3 ***	6,3 **	4,4
Indicateurs de fréquence				
Taille de l'échantillon	76	15	46	15
Nombre de pays où $\Phi > 1$	73	15	45	13
Nombre de pays où $\Phi < 1$	3	0	1	2
Procyclicité de l'aide 2/	0,39 ***	0,30 ***	0,45 ***	0,28 ***
Nombre de pays où corr > 0	64	14	38	12
Ratio aide-revenu (<i>en pourcentage</i>)	37,3	17,8	36,2	59,9
Variables exprimées en PIB PPA				
Moyenne	38,7 ***	26,3 ***	22,2 ***	–
Médiane	12,2 **	11,7 **	15,6 ***	–
Indicateurs de fréquence				
Taille de l'échantillon	76	67	8	1
Nombre de pays où $\Phi > 1$	75	66	8	1
Nombre de pays où $\Phi < 1$	1	1	0	0
Procyclicité de l'aide 2/	0,07	0,06	0,23	–
Nombre de pays où corr > 0	43	38	5	–
Ratio aide-revenu (<i>en pourcentage</i>)	16,1	13,7	27,1	–

Source : calculs des auteurs.

1/ Toutes les variables sont sous forme de logarithme naturel et ont été filtrées au moyen du filtre de Hodrick-Prescott. Φ est un ratio des variances. '***', '**' et '*' dénotent un niveau de signification à 1, 5 et 10 %, respectivement.

L'hypothèse nulle est $\Phi > 1$.

2/ La procyclicité est mesurée au moyen d'un coefficient de corrélation de Pearson entre l'aide et le revenu après suppression de la tendance temporelle; moyenne des coefficients de corrélation des pays. L'hypothèse nulle est $\text{corr}(A; R) > 0$.

Tableau 2. Durant la période 2000–2003, l'aide n'avait jamais été aussi volatile 1/
(volatilité relative de l'aide et du revenu (Φ))

	Échantillon complet	1975–1998 1/	1995–1998	2000–2003
Variables exprimées en pourcentage du PIB				
Moyenne	43,2 ***	35,2 ***	244,0 ***	264,9 ***
Médiane	12,5 **	11,0 *	22,6 **	46,8 **
Indicateurs de fréquence				
Taille de l'échantillon	76	76	76	76
Nombre de pays où $\Phi > 1$	75	73	72	76
Nombre de pays où $\Phi < 1$	1	3	4	0
Variables exprimées en dollars EU constant par habitant				
Moyenne	17,9 ***	15,7 ***	81,1 ***	152,8 ***
Médiane	6,0 *	5,2	9,9	16,3 *
Indicateurs de fréquence				
Taille de l'échantillon	76	76	76	76
Nombre de pays où $\Phi > 1$	73	73	66	70
Nombre de pays où $\Phi < 1$	3	3	10	6
Variables exprimées en PIB PPA				
Moyenne	38,7 ***	31,1 ***	221,1 ***	243,3 ***
Médiane	12,2 **	10,7 *	23,4	40,7 ***
Indicateurs de fréquence				
Taille de l'échantillon	76	76	76	76
Nombre de pays où $\Phi > 1$	75	73	69	76
Nombre de pays où $\Phi < 1$	1	3	7	0

Source : calculs des auteurs.

1/ '***, ** et *' dénotent un niveau de signification à 1, 5 et 10 %, respectivement.

L'hypothèse nulle est $\Phi > 1$.

2/ Pour connaître la première année de la série d'un pays donné, voir le tableau A1.

La volatilité de l'aide a augmenté brusquement au milieu des années 1990 et est demeurée relativement stable par la suite (figure 1). De 1975 à 1994, la volatilité moyenne a été relativement stable, le coefficient s'établissant en moyenne à 50 et à 20 pour la série en pourcentage du PIB et la série en dollars EU par habitant, respectivement. À partir du milieu des années 1990, la volatilité moyenne a quintuplé dans toutes les séries, à l'exception de la série en pourcentage du PIB PPA, qui a enregistré une légère diminution durant la période 2000–2003; tous les autres résultats laissent entendre que la volatilité relative de l'aide a poursuivi sa croissance.

Prévisibilité de l'aide

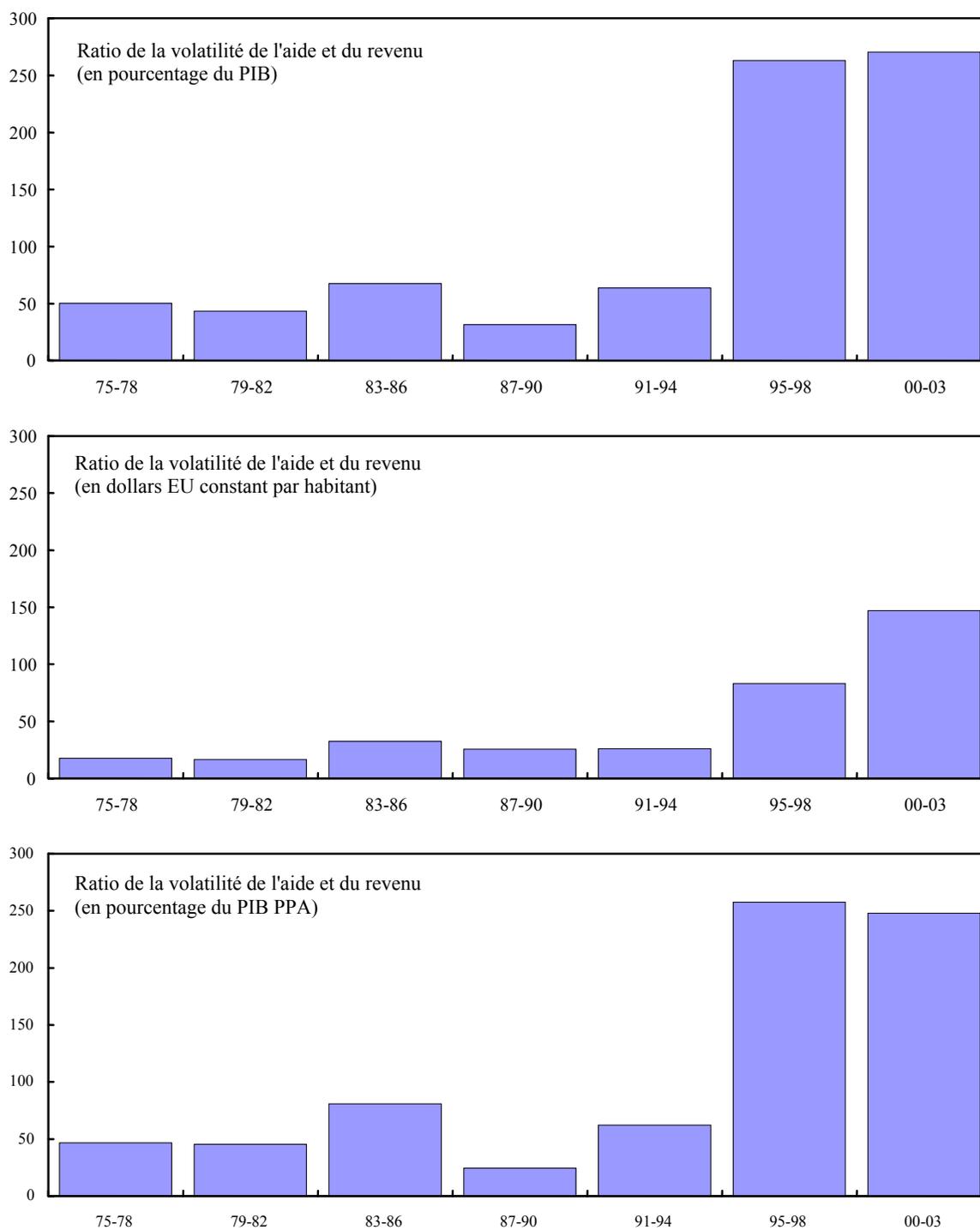
On pourrait soutenir que le problème de la volatilité de l'aide — la variation par rapport à la tendance — se poserait moins si l'aide était prévisible⁷. Une analyse de toute évidence sommaire, qui consiste à comparer les engagements et les décaissements, ne permet guère de conclure que l'aide est devenue plus prévisible récemment. En moyenne, l'écart entre les décaissements et les engagements est supérieur à 40 %, tout particulièrement dans le groupe des pays les plus pauvres.

Si la prévisibilité de l'aide a augmenté dans les années 1980 par rapport à la décennie précédente, la tendance s'est enrayée durant les années 1990. Pour la période 1999–2001, l'écart entre les décaissements et les engagements a même franchi la barre des 50 % (graphique 2, partie supérieure de la page). En d'autres termes, les bailleurs de fonds ont versé la moitié de ce qu'ils avaient promis. De plus, de 1999 à 2001, la dernière période pour laquelle les décaissements sont disponibles, le ratio engagements-décaissements a atteint son plus haut niveau en 20 ans. Nous avons également constaté que la progression de ce ratio repose sur une augmentation des engagements. Durant la période 1999–2001, les engagements se sont accrus d'environ 4 %, alors que les décaissements ont diminué de quelque 5 % par rapport à 1995-98.

La corrélation négative existant entre l'imprévisibilité de l'aide et le niveau de développement, mesuré par le PIB par habitant, est encore plus troublante. La part de l'aide promise qui a été versée aux pays les plus pauvres est inférieure à celle des pays à revenu plus élevé (graphique 2, partie inférieure de la page). Si les pays qui se trouvent dans la tranche supérieure de revenu ont, en moyenne, reçu le montant qui leur avait été promis, ceux qui occupent le bas de l'échelle n'ont touché qu'environ 50 % de ce qui avait été annoncé. Par conséquent, nous pouvons difficilement corroborer l'argument voulant que l'aide était prévisible et a compensé l'impact négatif de la volatilité.

⁷ Toutefois, cet argument est peu convaincant, car tous les pays qui dépendent de l'aide extérieure manquent de liquidités; ils ne pourraient emprunter sur les marchés des capitaux même s'ils savaient quand l'aide sera versée.

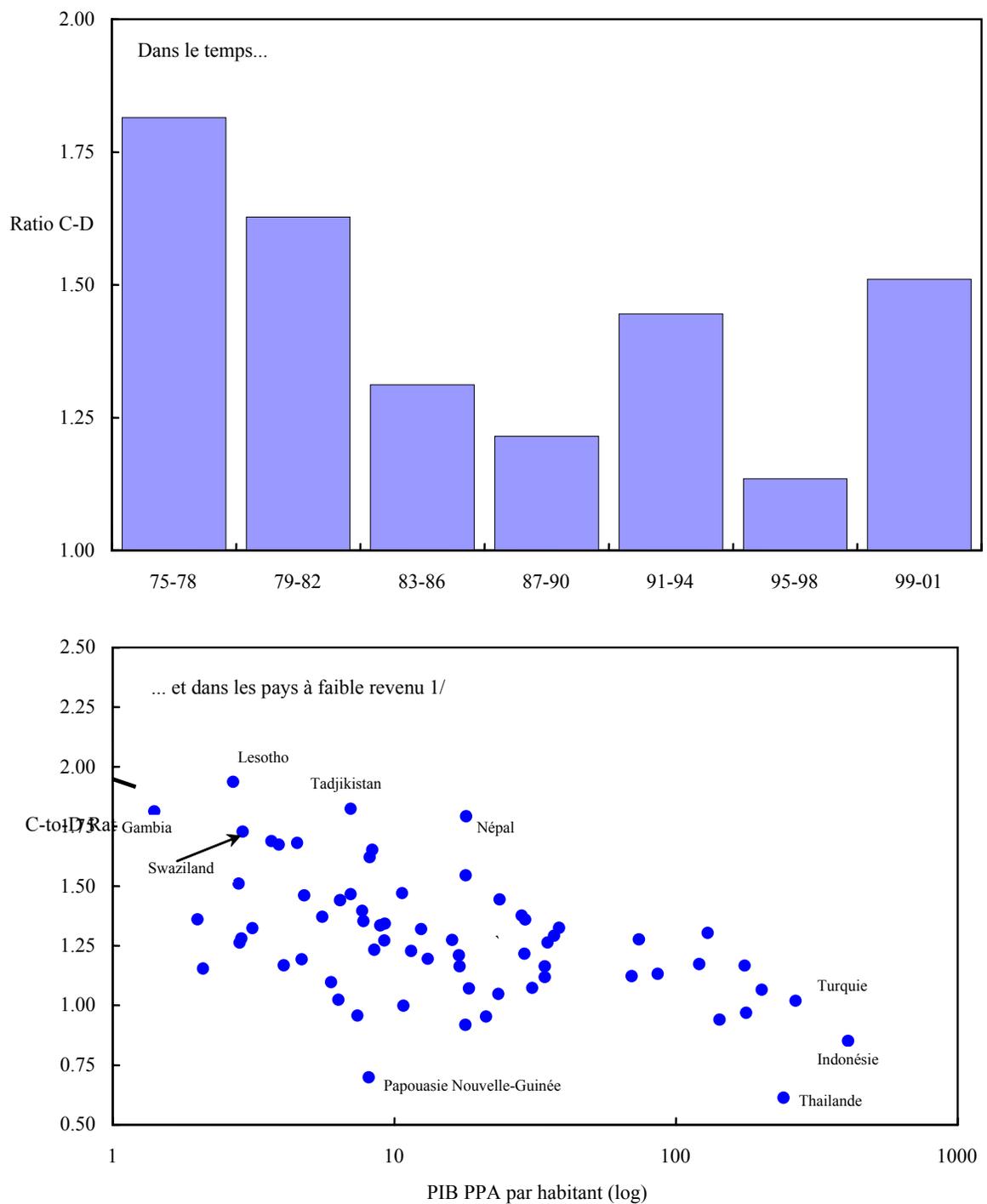
Graphique 1. Volatilité relative de l'aide et du revenu dans certains pays, Φ , 1975–2003 1/
(médiane de l'échantillon, N=50)



Source : Indicateurs de développement dans le monde; FMI (diverses sources); calculs des auteurs.

1/ Seuls les pays dont la série est complète (1975–2003) sont utilisés pour calculer la médiane.

Graphique 2. Les engagements ne garantissent pas que l'aide sera décaissée, 1975–2001 1/
(ratio engagements-décaissements)



Source : Indicateurs de développement dans le monde; calculs des auteurs.

1/ Moyenne de la période, N=76.

L'aide et les perturbations macroéconomiques : au-delà de la procyclicité

On pourrait même soutenir que les bailleurs de fonds pourraient faire abstraction de la volatilité et de la procyclicité de l'aide et s'employer à verser l'aide au moment où les pays en ont le plus besoin, c'est-à-dire lorsqu'ils sont confrontés à un choc de revenu négatif. Par conséquent, l'aide serait contracyclique uniquement lorsque les baisses de revenu sont importantes. Essentiellement, l'aide devient alors un mécanisme d'assurance implicite contre les chocs⁸. Les pays à faible revenu sont plus vulnérables aux perturbations pour diverses raisons : l'économie n'est pas diversifiée et les liquidités sont insuffisantes; les variations climatiques extrêmes influent sur la production agricole, qui mobilise le gros de la population, etc. Il semblerait logique que ces pays tirent parti d'un mécanisme puissant permettant de stabiliser rapidement le revenu. Nous soutenons que, par le passé, cette solution a également échoué : l'aide n'a pas fait contrepoids aux replis marqués ou modérés du PIB.

Dans l'immédiat, à quoi peut-on s'attendre en ce qui a trait au PIB et à l'aide? Les scénarios peuvent être résumés dans un tableau à deux lignes et à deux colonnes, qui tient compte des chocs de revenu (augmentations et diminutions du PIB) et des variations de l'aide (tableau 3)⁹. Dans le cadre du mécanisme d'assurance implicite, les bailleurs de fonds verseraient une aide supplémentaire si le pays doit composer avec un choc négatif externe, par exemple une catastrophe naturelle, une sécheresse, une détérioration subite des termes de l'échange, etc. Intuitivement, l'aide supplémentaire doit être versée très rapidement et doit être directement proportionnelle à la baisse du revenu afin que le mécanisme d'assurance joue efficacement son rôle. Bien entendu, le mécanisme d'assurance est implicite, et le pays ne verra pas son aide réduite lorsque la conjoncture sera favorable¹⁰.

⁸ Selon Pallage, Robe et Bérubé (2004), en lissant le cycle économique, l'aide pourrait contribuer dans une large mesure au développement des pays à faible revenu.

⁹ Pour simplifier, nous avons ignoré les cas où il était impossible de fournir une aide supplémentaire en plus de l'aide humanitaire, par exemple en période de conflit (Libéria, Rwanda et Sierra Leone), lorsque l'administration se montrait hostile envers les bailleurs de fonds (Soudan et Zimbabwe), etc.

¹⁰ Le fait que l'aide augmente ou diminue au terme d'une perturbation positive du revenu n'est pas lié au mécanisme d'assurance. En effet, même si elle est légèrement procyclique, l'aide peut jouer le rôle d'un mécanisme d'assurance, dans la mesure où elle est augmentée advenant une importante perturbation négative.

Tableau 3. Ajustements de l'aide par suite d'un choc de revenu

	Choc négatif	Choc positif
Augmentation de l'aide	Le mécanisme d'assurance implicite joue son rôle.	L'aide augmente progressivement.
Diminution de l'aide	Le mécanisme d'assurance ne joue pas son rôle.	L'aide est progressivement réduite à néant.

Afin de vérifier la présence d'un mécanisme d'assurance implicite, nous avons calculé deux événements simultanés : une diminution du PIB par habitant et une augmentation immédiate de l'aide (la cellule du haut de la première colonne du tableau 3). Nous avons constaté qu'une bonne part de l'aide «supplémentaire» n'était pratiquement pas versée lorsque le pays était confronté à un important choc négatif de revenu de 20 % ou de 10 % (tableau 4). Le PIB PPA par habitant est l'unité qui devrait être privilégiée, car il réduit l'impact des fortes fluctuations de change qui influent sur les mesures du revenu.

Tableau 4. L'aide est un mécanisme d'assurance inefficace contre les diminutions du PIB, 1975–2003 (coïncidence des diminutions du PIB et des augmentations immédiates de l'aide, en pourcentage)

		Diminution du PIB en pourcentage 1/			
		(Nombre d'événements)			
		20	10	5	2 ½
		(11)	(27)	(57)	(95)
Diminution de l'aide 2/ (Nombre d'événements)					
10 (31)	Coïncidence 3/	0.0	0.0	1.8	2.1
5 (117)	Coïncidence 3/	0.0	11.1	17.5	13.7
2 ½ (275)	Coïncidence 3/	9.1	14.8	21.1	20.0
1 (532)	Coïncidence 3/	36.4	33.3	29.8	28.4

Source : calculs des auteurs.

1/ PIB en dollars EU PPA constants par habitant.

2/ Variation des décaissements d'aide, en points de pourcentage du PIB.

3/ Cas où une perturbation du PIB (colonne) coïncide avec une augmentation de l'aide (ligne). En pourcentage des diminutions du PIB. N=2 010.

Notes : La première cellule de la première ligne signifie qu'aucune des 11 diminutions annuelles du PIB de 20 % ou plus n'a coïncidé avec une des 31 augmentations de l'aide de 10 % ou plus.

Lorsqu'elle a été versée, l'aide supplémentaire était généralement bien inférieure à la diminution initiale du PIB¹¹. Par exemple, dans notre échantillon de 2 010 observations annuelles, le PIB PPA par habitant a diminué de 10 % ou plus à 27 reprises. Bien que l'aide ait été augmentée de 10 points de pourcentage du PIB à 31 reprises, ces majorations ne coïncident pas avec une perturbation du PIB. Seulement 3 des 117 augmentations (11 % du total) de 5 points de pourcentage coïncidaient avec une importante diminution du PIB (la Jordanie en 1989, le Mozambique en 1983 et le Tadjikistan en 1994). Nous avons obtenu sensiblement les mêmes résultats avec des perturbations du PIB de moindre importance (5 % et 2½ %) : la probabilité du versement d'une aide supplémentaire dans la foulée d'une perturbation du PIB se situe entre 10 % et 20 % pour une augmentation considérable de l'aide (5 % et 2½ % du PIB) et s'établit à 30 % dans le cas d'une aide limitée (1 % du PIB ou moins). De plus, très peu de ces coïncidences sont survenues dans les années 2000.

Non seulement l'aide supplémentaire n'arrive pas à temps, mais il n'est pas rare qu'elle ne se concrétise jamais. Nous avons également vérifié la possibilité que l'aide soit versée en retard, c'est-à-dire la coïncidence d'un choc de revenu négatif au temps t et d'une perturbation positive de l'aide au temps $t+1$. Nous avons constaté que, en général, la proportion de coïncidences était beaucoup moins grande. Même lorsque nous avons analysé conjointement l'aide immédiate et l'aide retardée, les coïncidences représentaient moins du tiers du total pour une aide supplémentaire équivalant à au moins 2½ points de pourcentage du PIB (sur demande, les auteurs peuvent fournir les résultats détaillés).

Nous pouvons également tester la relation opposée, c'est-à-dire le rejet de l'existence d'un mécanisme d'assurance (tableau 5). À cette fin, nous avons estimé la coïncidence des chocs de revenu négatifs et des diminutions de l'aide — la cellule du bas de la première colonne du tableau 3 — et avons constaté que la diminution et l'augmentation de l'aide étaient tout aussi probables dans la foulée d'une diminution du PIB¹². Par exemple, un repli de 10 % du PIB a coïncidé avec une réduction de l'aide de 2½ et de 1 points de pourcentage dans 19 % et 30 % des cas, respectivement. (À des fins de comparaison, une telle diminution du PIB a coïncidé avec une augmentation de l'aide de 2½ et de 1 points de pourcentage dans 15 % et 33 % des cas, respectivement.) En résumé, les données ne confirment guère que, durant la période 1975–2003, l'aide a joué le rôle d'un mécanisme d'assurance contre les perturbations macroéconomiques majeures.

¹¹ Nous tenons à souligner que les décaissements au titre des programmes bénéficiant de l'appui du FMI ne sont pas inclus dans l'aide. Une définition englobant le soutien du FMI pourrait être plus contracyclique en vertu de certaines des modifications apportées récemment à ces programmes. Cependant, le montant en cause est généralement trop bas pour que nous puissions changer nos conclusions.

¹² On peut analyser la coïncidence des augmentations et des diminutions de l'aide avec les chocs de revenu négatifs en comparant les cellules des tableaux 4 et 5, respectivement.

Tableau 5. Coïncidence des chocs de revenu négatifs et des perturbations négatives de l'aide, 1975–2003 (coïncidence des diminutions du PIB et des réductions immédiates de l'aide, en pourcentage)

		Diminution du PIB en pourcentage 1/			
		(Nombre d'événements)			
		20	10	5	2 ½
		(11)	(27)	(57)	(95)
Diminution de l'aide 2/ (Nombre d'événements)					
10 (33)	Coïncidence 3/	0.0	3.7	1.8	1.1
5 (117)	Coïncidence 3/	0.0	3.7	3.5	3.2
2 ½ (309)	Coïncidence 3/	18.2	18.5	17.5	15.8
1 (627)	Coïncidence 3/	27.3	29.6	33.3	31.6

Source : calculs des auteurs.

1/ PIB en dollars EU PPA constants par habitant.

2/ Variation des décaissements d'aide, en point de pourcentage du PIB.

3/ Cas où une perturbation du PIB (colonne) coïncide avec une diminution de l'aide (ligne). En pourcentage des diminutions du PIB. N=2 010.

Notes : La première cellule de la troisième ligne signifie que 18,2 % des 11 diminutions annuelles du PIB de 20 % ou plus ont coïncidé avec une des 309 diminutions de l'aide de 2,5 % ou plus.

V. CONCLUSIONS ET RÉPERCUSSIONS SUR LES POLITIQUES

De plus en plus, l'efficacité de l'aide est évaluée en fonction, non plus de critères de réussite spécifiques tels que la croissance économique, le nombre de personnes pauvres, etc., mais plutôt de critères généraux qui englobent d'autres aspects du bien-être des bénéficiaires. On commence à peine à étudier systématiquement la question des coûts économiques importants associés à la volatilité macroéconomique dans les pays à faible revenu et, tout particulièrement, l'impact de l'irrégularité des décaissements d'aide. Beaucoup reste à faire afin de comprendre l'ampleur réelle du problème et de ses principales causes.

Dans le présent document, nous avons réexaminé certaines des questions abordées dans Bulíř et Hamann (2003) relativement à la volatilité, à la prévisibilité et à la cyclicité de l'aide. En ayant accès à six nouvelles années de données, nous avons pu analyser attentivement le versement de l'aide afin de déterminer si la situation s'était améliorée depuis la fin des années 1990, dans le sillage de diverses initiatives visant à renforcer les mécanismes d'allègement de la dette (Initiative PPTE); à diagnostiquer la pauvreté avec plus de précision

et à encourager les processus participatifs (DSRP); à améliorer les programmes macroéconomiques (FRPC); à accroître la coopération entre les bailleurs de fonds. Ces initiatives étaient censées faciliter le respect de la conditionnalité et rendre les flux d'aide aux pays à faible revenu plus prévisibles et moins irréguliers. Un plus grand respect de la conditionnalité et l'adoption de meilleures pratiques par les bailleurs de fonds devaient également se traduire par une aide moins procyclique.

Les résultats de notre étude ne sont pas encourageants. Une analyse rétrospective démontre que l'aide a été nettement plus volatile que les recettes budgétaires intérieures. Une analyse approfondie des faits récents ne permet guère de conclure à une diminution de la volatilité. Comme par le passé, les engagements ne sont pas garants des décaissements, un problème qui est particulièrement grave dans le cas des pays qui occupent le bas du classement du revenu par habitant. Les résultats sont tout aussi décevants en ce qui a trait à la cyclicité de l'aide. En effet, les décaissements ont été généralement procycliques et, pis encore, tout porte à croire que l'aide n'a pas vraiment aidé les pays à composer avec les importantes baisses de revenu. Par exemple, de tous les pays qui ont vu leur PIB diminuer d'au moins 5 %, le cinquième seulement ont eu droit à une aide supplémentaire concomitante, et cette proportion est passée à un septième durant la période 2000–2003.

Bien que nous n'ayons pas évalué l'impact des initiatives mentionnées ci-dessus, les résultats nous portent à conclure que les principales causes du problème de la volatilité et de l'imprévisibilité de l'aide ont été négligées. Cela nous amène à nous interroger sur les mesures qui devraient être prises à cet égard. À notre avis, dans le cadre des travaux en cours sur le renforcement du rôle des bailleurs de fonds auprès des pays à faible revenu, on devrait i) accorder à la stabilité macroéconomique l'importance qu'elle mérite en tant qu'objectif explicite de l'aide au développement; ii) analyser les divers mécanismes qui devraient être mis en place afin que l'aide puisse contribuer à la réalisation de cet objectif. C'est avant tout en ajustant les flux d'aide que les bailleurs de fonds peuvent accroître la stabilité de l'environnement : les décaissements doivent être plus constants et plus prévisibles. Les bailleurs de fonds doivent également reconnaître les avantages de la contracyclicité de l'aide : ils doivent s'efforcer de trouver des façons d'intervenir plus rapidement, avec davantage d'efficacité, lorsque surviennent d'importants chocs négatifs.

Cependant, la contribution de l'aide à la réduction de la volatilité dans les pays à faible revenu ne se limite pas à une modification de la fréquence des décaissements. L'aide peut jouer ce rôle autrement. On pourrait établir des objectifs d'accumulation de réserves dans le cadre des programmes bénéficiant de l'appui du FMI en fonction des diverses sources de volatilité extérieure du pays, et cette accumulation pourrait être financée par l'aide. Les règles régissant l'utilisation et la reconstitution des réserves pourraient être intégrées à ces programmes. Bien entendu, à cette fin, il est essentiel que les bailleurs de fonds reconnaissent les avantages économiques tangibles associés à la constitution de réserves au moyen de l'aide.

Compte tenu de l'incertitude qui entoure les décaissements, comment les pays qui dépendent de l'aide doivent-ils élaborer leur politique budgétaire? Premièrement, en s'engageant à faire

preuve d'une plus grande rigueur dans l'exécution de leur politique et à mieux respecter les conditions des programmes, les pays bénéficiaires contribueraient dans une large mesure à rendre l'aide plus prévisible. Deuxièmement, en raison de la complexité des budgets des bailleurs de fonds, il semble que le plus sage serait de planifier l'utilisation de l'aide avec prudence et de conserver des réserves de devises qui, au besoin, pourront compenser son insuffisance.

RÉFÉRENCES

- Arellano, Cristina, Aleš Bulíř, Timothy Lane, and Leslie Lipschitz, forthcoming, *The Dynamic Implications of Foreign Aid and Its Variability*, IMF Working Paper (Washington: International Monetary Fund).
- Department for International Development and Her Majesty's Treasury, 2004, "The International Finance Facility," (London: HMT and DFID). Available via the internet: http://www.hm-treasury.gov.uk/media/D64/78/IFF_proposal_doc_080404.pdf.
- Birdsall, Nancy, 2004, "Seven Deadly Sins: Reflections on Donor Failings," CGD Working Paper No. 50 (Washington: Center for Global Development). Available via the internet: <http://www.cgdev.org/docs/Working%20Paper%2050.pdf>
- Bulíř, Aleš, and A. Javier Hamann, 2003, "Aid Volatility: An Empirical Assessment," *IMF Staff Papers*, Vol. 50, No. 1, pp. 64–89. Available via the internet: <http://www.imf.org/External/Pubs/FT/staffp/2003/01/bulir.htm>
- Bulíř, Aleš, and Timothy Lane, 2004, "Aid and Fiscal Management," in *Helping Countries Develop: The Role of Fiscal Policy*, ed. by Gupta, S., Clements, B. and Inchauste, G. (Washington: International Monetary Fund).
- OECD, 2003, "Harmonising Donor Practices for Effective Aid Delivery," DAC Guidelines and Reference Series, (Paris: OECD, Development Assistance Committee). Available via the internet: <http://www.oecd.org/dataoecd/0/48/20896122.pdf>.
- International Monetary Fund, 2004, *Development Committee Communiqué*, (Washington: International Monetary Fund). Available via the internet: <http://www.imf.org/external/np/cm/2004/100204a.htm>.
- Lensink, Robert and Oliver Morrissey, 2000, "Aid Instability as a Measure of Uncertainty and the Positive Impact of Aid on Growth," *Journal of Development Studies*, Vol. 36, (February), pp. 31–49.
- Lockhart, Clare, 2005, "From Aid Effectiveness to Development Effectiveness: Strategy and Policy Coherence in Fragile States," background paper prepared for the Senior Level Forum on Development Effectiveness in Fragile States (January 13-14, 2005, London). Available via the internet: <http://www.oecd.org/dataoecd/33/11/34258843.pdf>.
- New York Times, 2005, "America's Promises," *The New York Times*, 28 January 2005.
- Pallage, Stéphane and Michel A. Robe, 2001, "Foreign Aid and the Business Cycle," *Review of International Economics*, Vol. 9, (November), pp. 636–67.

_____, 2003, "On the Welfare Cost of Economic Fluctuations in Developing Countries," *International Economic Review*, Vol. 44, (May), pp. 677–98.

Pallage, Stephane, Michel Robe, and Catherine Bérubé, 2004, "On the Potential of Foreign Aid as Insurance," CIRPEE Working Paper 04-04 (Montreal, QC: Cahier de recherche). Available via the internet:
<http://132.203.59.36/CIRPEE/cahierscirpee/2004/files/CIRPEE04-04.pdf>.

Ramey, Garey, and Valeri A. Ramey, 1995, "Cross-Country Evidence on the Link Between Volatility and Growth," *The American Economic Review*, Vol. 85, (December), pp. 1138–1151.

World Bank, 2000, *Small States: Meeting Challenges in the Global Economy*, Report of the Commonwealth Secretariat/World Bank Joint Task Force on Small States (Washington: The World Bank). Available via the internet:
[http://wbln0018.worldbank.org/html/smallstates.nsf/\(attachmentweb\)/final/\\$FILE/final.pdf](http://wbln0018.worldbank.org/html/smallstates.nsf/(attachmentweb)/final/$FILE/final.pdf).

Questions méthodologiques

Les filtres suivants ont été appliqués à l'univers des bénéficiaires de l'aide. Premièrement, tous les pays devaient avoir reçu une aide durant la période à l'étude (le nombre minimal d'observations annuelles est de neuf dans le cas du Tadjikistan). Deuxièmement, pour nous soustraire au biais-petit pays, nous avons inclus uniquement les pays ayant une population moyenne de plus de 500 000 habitants; la plupart des petits pays insulaires ont donc été écartés¹³. Troisièmement, afin que l'analyse soit axée sur les pays où l'aide a un impact macroéconomique minimal, nous n'avons retenu que les pays affichant un ratio aide-PIB supérieur à 1 %. Par conséquent, nous avons exclu les pays qui bénéficient d'une aide négligeable ou sporadique, par exemple les pays aux prises avec une crise du compte de capital. Enfin, afin de mettre l'accent sur l'aide au développement, nous nous sommes limités aux pays dont le PIB moyen par habitant est inférieur à 3 000 dollars EU et avons donc écarté des pays comme l'Argentine ou le Brésil.

Nous avons constaté que les séries de l'aide et du revenu sont non stationnaires ou, rarement, stationnaires autour d'une tendance déterministe, une conclusion similaire à celle de Bulíř et Hamann (2003). Par conséquent, nous avons supprimé la tendance temporelle des séries de l'aide et du revenu au moyen du filtre de Hodrick-Prescott filter (HP) et avons uniquement calculé les mesures classiques de la volatilité. À l'instar de Pesaran et Pesaran (1997), nous avons établi le coefficient de lissage de Hodrick-Prescott λ à 7. La modification de la valeur de λ ne semble pas avoir d'impact sur l'estimation de la volatilité relative moyenne de l'aide et du revenu, bien qu'elle influe sur la variance des séries.

¹³ Voir, par exemple Banque mondiale (2000).

Tableau A1. Liste des pays et des périodes

Pays	Années	Pays	Années
Albanie	1992–2003	Madagascar	1978–2003
Algérie	1975–2003	Malawi	1975–2003
Angola	1981–2003	Mali	1975–2003
Arménie	1994–2003	Maroc	1992–2003
Bangladesh	1975–2003	Mauritanie	1975–2003
Bénin	1975–2003	Mongolie	1975–2003
Bhoutan	1981–2003	Mozambique	1975–2003
Bolivie	1975–2003	Népal	1980–2003
Burkina Faso	1975–2003	Nicaragua	1975–2003
Burundi	1980–2003	Niger	1975–2003
Cambodge	1987–2003	Nigeria	1980–2003
Cameroun	1980–2003	Ouganda	1975–2003
Colombie	1975–2003	Pakistan	1975–2003
Comores	1980–2003	Papouasie Nouvelle-Guinée	1975–2003
Congo, Rép. dém. du	1980–2003	Paraguay	1975–2003
Congo, Rép. du	1980–2003	Pérou	1975–2003
Côte d'Ivoire	1980–2003	Philippines	1975–2003
Djibouti	1980–2003	Rép. arabe syrienne	1975–2003
Égypte	1975–2003	Rép. centrafricaine	1980–2003
El Salvador	1975–2003	Rép. dém. populaire lao	1975–2003
Équateur	1975–2003	République dominicaine	1975–2003
Éthiopie	1980–2003	Rwanda	1975–2003
Fidji	1975–2003	Sénégal	1975–2003
Gambie	1975–2003	Sierra Leone	1975–2003
Ghana	1975–2003	Soudan	1975–2003
Guatemala	1975–2003	Sri Lanka	1975–2003
Guinée	1980–2003	Swaziland	1975–2003
Guinée-Bissau	1980–2003	Tadjikistan	1992–2003
Guyana	1975–2003	Tanzanie	1975–2003
Haiti	1975–2003	Tchad	1980–2003
Honduras	1975–2003	Thaïlande	1975–2003
Indonésie	1975–2003	Togo	1975–2003
Jamaïque	1975–2003	Tunisie	1975–2003
Jordanie	1975–2003	Turquie	1975–2003
Kenya	1975–2003	Vietnam	1981–2003
Kirghizistan	1993–2003	Yémen, Rép. du	1975–2003
Lesotho	1975–2003	Zambie	1975–2003
Liban	1975–2003	Zimbabwe	1978–2003